

Partie A: L'agribusiness en Afrique: contexte historique et perspectives d'avenir au niveau mondial

[MCours.com](https://www.m-cours.com)

1. Les nouvelles réalités mondiales qui régissent l'agribusiness

Steve Wiggins et Torben M. Roepstorff

1.1 Le contexte

La solide croissance économique dont l'Afrique subsaharienne bénéficiait depuis la fin des années 1990 a été brièvement interrompue par la récession mondiale (2008/2009), ce qui a provoqué, pour la première fois depuis 1994, un déclin marginal du revenu par habitant en 2009. Cependant, la croissance économique devrait, selon les prévisions, reprendre une courbe ascendante au cours de la phase de reprise. La croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant étant sensée s'élever à 2,5 % en 2010 et 3,0 % en 2011 (Banque mondiale 2010a) – pour autant, il est encore trop tôt pour dire si la vaste amélioration de la croissance économique dont cette zone a profité ces dernières années se traduira par une phase favorable à la transformation économique et par un développement durable.

Trois principaux facteurs expliquent les améliorations récentes en matière de performances de croissance: a) des politiques macro-économiques plus vigoureuses qui impliquent une réduction des déficits budgétaires, des balances des paiements extérieurs plus saines, une moindre inflation, une croissance monétaire plus lente et un meilleur climat pour les investissements; b) la brusque augmentation des prix des produits, survenue après 2002, alliée à l'accroissement de la production pétrolière, et; c) des apports en capitaux étrangers substantiellement plus élevés, surtout, mais pas uniquement, des capitaux privés et tout particulièrement les investissements directs étrangers (IDE).

Si la croissance tient une place centrale dans l'optique d'une transformation

économique rapide, les – relativement – bonnes performances de croissance de l'Afrique n'ont pas empêché l'apparition de millions de pauvres supplémentaires, principalement à cause du manque de diversification des sources de croissance, ce qui inclut le fait de trop s'appuyer sur les exportations de produits de première nécessité. Il est essentiel d'entamer une course effrénée à la valorisation de l'immense réservoir que constituent les ressources agricoles en Afrique, afin d'exploiter la croissance favorable au développement. Les performances économiques et leurs répercussions sur la pauvreté au sein du continent ont montré qu'il n'existe pas de corrélation systématique entre prospérité et ressources disponibles, et entre pauvreté et manque de ressources. Plusieurs pays d'Afrique riches en ressources sont restés pauvres, tandis que d'autres pays à faibles ressources sont devenus riches en suivant la voie de la valorisation. De tels développements démontrent que la prospérité et la pauvreté sont le résultat de choix politiques. Pour que l'Afrique prospère, il est impératif de saisir les occasions qui se présentent de promouvoir l'agribusiness dans le cadre du nouveau contexte mondial¹.

<i>Pourcentage</i>	Agriculture		Industrie		Produits manufacturés		Services	
	1995	2008	1995	2008	1995	2008	1995	2008
Revenus faibles	35	26	22	28	12	14	43	47
Revenus moyens	14	9	35	37	23	22	51	53
Revenus élevés	2	1	30	26	20	17	68	73
<i>Régions à revenus faibles / moyens</i>								
Asie de l'Est et Pacifique	19	12	44	44	31	33	36	41
Europe et Asie centrale	13	7	36	32	22	18	56	61
Asie du Sud	26	18	27	28	17	16	46	53
Amérique latine	7	7	29	33	19	18	64	61
Moyen-Orient et Afrique du Nord	16	11	34	43	15	12	50	46
Afrique subsaharienne	18	12	29	33	16	15	53	55

Source: Banque mondiale (2010b)

Considérée comme la région la plus pauvre du monde – la moitié de sa population subit une extrême pauvreté et vit avec moins de 1,25 dollars/jour (Banque mondiale et FMI 2010) – l'Afrique subsaharienne (ASS) est très en retard en matière d'industrialisation puisque les produits manufacturés représentent 15 % du PIB. À titre comparatif, le taux est de 22 % pour l'ensemble des pays à revenus moyens et de 33 % en Asie de l'Est (tableau 1.1).

Les liens entre transformation et revenu par habitant sont valables dans les deux sens – les revenus du continent africain sont faibles parce qu'il est sous-industrialisé et l'industrie de transformation est en retard car le poids de la pauvreté est

1. Si l'analyse présentée dans le présent ouvrage concerne l'ensemble du continent africain, il convient de bien distinguer l'Afrique subsaharienne de l'Afrique du Nord car ces deux zones présentent des modèles de développement bien différents en matière d'économie et d'agribusiness.

considérable. Le tableau 1.1 montre que les économies africaines ne se sont pas diversifiées pour se tourner vers la transformation et que la croissance de la part de l'industrie dans le PIB, distincte de celle de la manufacture, reflète une dépendance croissante vis-à-vis des activités du secteur primaire, particulièrement pétrolières et minières – tendance soulignée par les données concernant les exportations qui montrent qu'au cours de la période 2005-2007, les produits pétroliers et miniers représentaient plus des deux tiers des exportations de l'Afrique subsaharienne; alors que l'agriculture ne représente que 8,5 % et les produits manufacturés 19 % (OMC 2008).

L'activité manufacturière est un vecteur dynamique du développement économique. Alors que l'ensemble des pays en voie de développement ont vu leur part de la valeur ajoutée manufacturière mondiale augmenter et passer de 19,6 % en 1995 à 33,6 % en 2009, essentiellement grâce à l'Asie de l'Est (et à la Chine en particulier), la part de l'Afrique reste marginale avec seulement 1,2 % dont la moitié est produite par la seule Afrique du Sud.

Étant donné le niveau de revenus par habitant disponibles dans les pays en voie de développement dotés de revenus faibles ou moyens de la zone subsaharienne, l'élasticité des revenus de l'activité manufacturière restera très élevée et plus importante que celle de l'agriculture, et plus ou moins semblable à celle des services (Dasgupta et Singh 2006)². Historiquement, dans les pays en voie de développement dotés de revenus faibles et moyens, l'activité manufacturière a toujours joué un rôle moteur pour la croissance du PIB. Ainsi, la part de l'activité manufacturière par rapport au PIB s'est maintenue à un niveau très élevé de 24 %³ en 2007, essentiellement grâce à l'industrialisation de l'Asie de l'Est (Banque mondiale 2010b).

La délicate situation de l'agribusiness africain au sein du contexte mondial

Depuis 1990, en Afrique subsaharienne, l'activité manufacturière a évolué plus lentement que le PIB global, ce qui suggère que l'essor de l'industrialisation a pris du retard et que la désindustrialisation a été prématurée dans certains pays. La désindustrialisation prématurée, en partie provoquée par les politiques d'ajustement structurel qui ont engendré des processus d'industrialisation non durables, constitue cependant un signe inquiétant dans la mesure où cela implique que soit l'agriculture à faible productivité continue à souffrir d'un surplus de travail, soit celui-ci se répercute sur les activités manufacturières ou de services à faible rendement. De même, l'activité manufacturière n'a pas constitué une source de croissance aussi dynamique en Afrique subsaharienne que dans d'autres zones en voie de développement, ceci étant essentiellement dû à de faibles capacités industrielles, à des institutions inadéquates et à des contraintes liées aux infrastructures.

Pour lutter contre cet état de fait, quel rôle l'agribusiness (tel que défini dans

2. Dasgupta & Singh (2006) ont examiné les transformations structurelles au sein de pays en voie de développement sélectionnés, pour la période 1990-2000, en se servant d'une approche Kaldorienne.

3. Lorsque les revenus par habitants ont élevés, la part de l'activité manufacturière dans le PIB commence à chuter, ce qui implique que la part d'autres secteurs, plus particulièrement les services, augmente plus vite. La part des résultats et de l'emploi liée à l'activité manufacturière varie en fonction des revenus par habitant. De nos jours, dans les pays développés, cette part baisse lorsqu'on atteint un seuil critique estimé à 3000 USD; ce qui est beaucoup plus bas qu'autrefois lorsque ce seuil pouvait atteindre quasiment 10 000 USD dans certains pays (cf. également Rowthorn et Coutts (2004); Palma (2005) et Pieper (2003)).

l'encadré 1.1) peut-il jouer dans le développement de l'Afrique ? Il est urgent de trouver une réponse à cette question, et ce pour trois raisons. Tout d'abord, bien que la croissance économique ait été plus forte depuis 1995 qu'au cours des deux décennies précédentes, l'extrême pauvreté continue à progresser dans cette région. En 1990, point de départ des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), on estimait à 295 millions le nombre de personnes vivant en Afrique subsaharienne avec moins de 1,25 dollars par jour, un chiffre qui s'élevait à 388 millions en 2005. Dans le même temps le nombre de gens vivant avec 2 dollars par jour est passé de 390 million à 555 million.⁴ Deuxièmement, ces données montrent clairement que non seulement la croissance ne suffit pas à renverser cette tendance, mais que, en plus, le modèle de croissance – qui dépend pour une grande part de l'extension des secteurs miniers et énergétiques qui sont gourmands en capitaux et réduisent les ressources – n'a pas réussi à provoquer "l'effet domino" nécessaire en vue de réduire le fardeau de la pauvreté. Troisièmement, la plupart des africains vivent en zone rurale et l'agriculture constitue toujours la plus grande source de travail et de revenus. L'agriculture représente 15 % du PIB, presque les deux tiers du total des emplois (64,7 %) et plus de 75 % du commerce intérieur en valeur, et procure un moyen de subsistance à la majorité de la population économiquement active. L'agriculture joue un rôle encore plus important dans la vie des populations pauvres, qui continuent à vivre essentiellement en zones rurales et sont soit directement impliqués dans les activités agricoles, soit exercent des activités qui en dépendent (Banque mondiale 2007a). Heureusement, des éléments indiquent que dans certains pays d'Afrique les améliorations constatées en matière de croissance et de productivité agricoles se sont accrues au cours des 10 ou 20 dernières années. Après plusieurs décennies d'une relative négligence de la part des gouvernements et des donateurs, on assiste à l'émergence d'un consensus quant au fait que des efforts plus concrets doivent être accomplis pour développer l'agriculture en Afrique par le biais d'interventions et d'investissements accrus. Ces deux facteurs seront nécessaires en vue d'accélérer la croissance économique et de réduire la pauvreté, tout en contribuant à atteindre les OMD au sens large.

Étant donné qu'une économie se développe sur le long terme, la part de l'agriculture décline aussi bien par rapport au PIB qu'à l'emploi. Ce processus est présent depuis longtemps en Afrique subsaharienne où la part de l'agriculture a chuté par rapport au PIB, passant de 43 % en 1965 à 12 % en 2008 (Banque mondiale 1989; Banque mondiale 2009a), ce qui ne laisse que peu de place à l'agriculture – définie, *stricto sensu*, comme l'association de la culture et de l'élevage – pour participer à l'augmentation des rendements et à la réduction de la pauvreté. Cependant, la contribution de l'agriculture sera substantiellement améliorée par le renforcement de ses liens avec l'industrie, par le biais de la transformation des produits agricoles et de la valorisation des activités purement agricoles, en aval; par la fourniture d'intrants (produits agricoles intermédiaires), en amont; et par l'amélioration des opérations post-récoltes, du stockage, de la distribution et de la logistique qui sont des

4. La proportion de gens vivant dans la pauvreté a légèrement baissé: elle est passée de 57,6 % à 50,9 % en ce qui concerne le seuil des 1,25 USD/jour; et de 76,0 % à 72,9 % pour le seuil de 2 USD/jour. Cependant, cette baisse est beaucoup lente que la progression qui serait nécessaire pour atteindre l'objectif consistant à diviser par deux la pauvreté d'ici 2015 (Banque mondiale 2009b).

facteurs essentiels des chaînes de valeur de l'agribusiness (encadré 1.1). Cela trace une voie vers la croissance économique et la réduction de la pauvreté, ainsi que vers la transformation structurelle des économies et l'amélioration des compétences et capacités techniques. Wilkinson et Rocha (2009) ont démontré de façon empirique que le rapport entre la part du PIB générée par l'agribusiness et celle générée par l'exploitation agricole simple augmente et passe de 0,57 pour un échantillon de 9 "pays à vocation agricole" (tous situés en Afrique subsaharienne) à 1,98 pour un groupe de 11 "pays pratiquant des activités manufacturières" (principalement situés en Asie) et à 3,32 pour 12 "pays urbanisés". En ce qui concerne les États-Unis, le ratio est stable à 13. Alors que dans les pays à vocation agricole qui n'ont pas entrepris de transformation structurelle, 63 % de la valeur ajoutée du système agroalimentaire est générée par les exploitations agricoles, aux États-Unis, celles-ci ne représentent que 7 %. Aux États-Unis, les producteurs d'intrants, l'agro-industrie, les entreprises de transport, les employés de la restauration et d'autres acteurs ont créé le reste de la valeur ajoutée du système agroalimentaire, ce qui implique que l'agribusiness revêt une importance significative en matière de valorisation et de prospérité économique.

Schémas de la production mondiale issue de l'agro-industrie et de l'agribusiness

À l'échelle mondiale, les activités agro-industrielles représentent un part non négligeable de l'ensemble de la valeur ajoutée de la production manufacturière (VAM). Elles représentent 14 % de la VAM totale dans les pays industrialisés et 27 % dans le marché regroupant les pays émergents⁵ (ONUDI 2009a).

La part de l'agro-industrie dans le total de la valeur ajoutée de la production manufacturière varie de façon significative selon les régions et les pays. Au sein des pays industrialisés, les États-Unis présentent le plus faible pourcentage global de valeur ajoutée (9,1 %), soit moins de la moitié de celui de l'Union européenne appelée UE 12 (24,6 %)⁶. Au sein des pays en voie de développement, il existe de grandes différences entre les pays nouvellement industrialisés⁷ (PNI), où l'agro-industrie représente 26 % de la VAM, et les pays les moins avancés (PMA) où l'industrie de l'agro-transformation représente 68 % du total de la VAM (graphique 1.1) (*ibid.*). Selon la classification de la Banque mondiale, les activités de transformation des produits agricoles représentent 68 % du total des activités manufacturières dans les pays à vocation agricole, 42 % dans les pays en cours de transformation et 37 % dans les pays en voie de développement urbanisés (Banque mondiale 2007a). Bien que les pays industrialisés représentent toujours la majorité de la valorisation de l'agro-transformation à l'échelle mondiale, on a pu constater au cours de la dernière décennie un glissement marqué des pays industrialisés vers ceux en voie de développement.

5. Dans la littérature contemporaine traitant du développement économique, les termes de " marchés émergents" et de " pays en voie de développement" s'utilisent indifféremment pour désigner les économies en cours de transformation structurelle.

6. Le terme " EU 12 " désigne les douze états membres de l'UE, pour la période 1986-1994, à savoir: Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni.

7. Les PNI sont les suivants: Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Malaisie, Mexique, Philippines, Thaïlande et Turquie.

Encadré 1.1: Qu'est-ce que l'agribusiness ?

L'agribusiness est un vaste concept qui recouvre les fournisseurs d'intrants, les agro-industriels, les courtiers, les exportateurs et les détaillants. L'agribusiness fournit des intrants aux agriculteurs et met ceux-ci en contact avec les consommateurs par le biais du financement, du traitement, de la transformation, du stockage, du transport, de la commercialisation et de la distribution des produits de l'agro-industrie. Il peut être décomposé en quatre grands secteurs d'activité:

(a) Les producteurs d'intrants agricoles permettant d'améliorer la productivité agricole, tels que les machines, les équipements et les outils à agricoles; les engrais, les pesticides, les insecticides; les systèmes d'irrigation et les équipements associés;

(b) L'agro-industrie: aliments et boissons; dérivés du tabac, cuir et dérivés du cuir; textile, chaussures et confection; bois et dérivés du bois; dérivés du caoutchouc; ainsi que le secteur de la construction strictement consacré aux installations agricoles;

(c) Équipement destiné à la transformation des matières premières agricoles, ce qui inclut les machines, les outils, les installations de stockage, les systèmes de refroidissement et les pièces détachées;

(d) Divers services, entreprises de financement, commercialisation et distribution, y compris les systèmes de stockage, de transport, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les matériaux d'emballage et la conception d'emballages permettant d'améliorer la commercialisation et la distribution.

Le terme d'agribusiness désigne donc l'activité agricole pure ainsi que toutes les autres industries et services constituant la chaîne d'approvisionnement qui relie l'exploitation agricole au consommateur en passant par la transformation, la vente en gros et au détail ("du pré à l'assiette" en ce qui concerne les produits alimentaires).

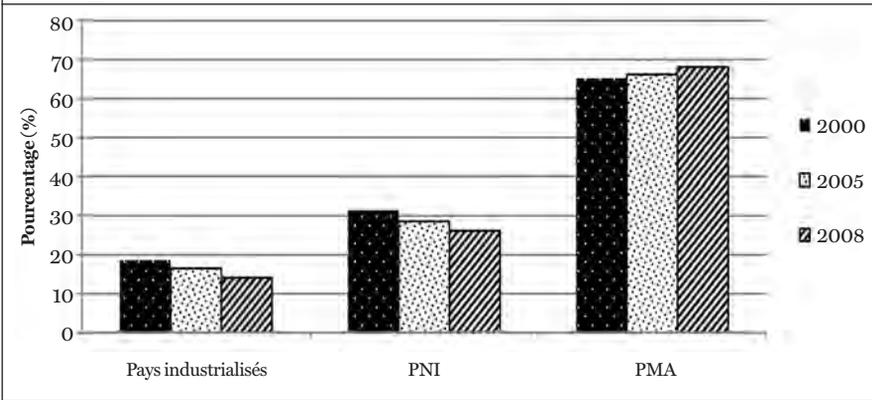
L'agro-industrie recouvre toutes les activités pratiquées après les récoltes et impliquées dans la transformation, la conservation et la préparation de la production agricole en vue de la consommation intermédiaire et finale de produits alimentaires ou non (Wilkinson et Rocha 2009). La Classification internationale type des industries (CITI) la répartit en 6 principaux secteurs d'activité, à savoir: l'alimentation et les boissons; les produits dérivés du tabac; le papier et les produits dérivés du bois; le textile, la chaussure et l'habillement; les produits dérivés du cuir et ceux dérivés du caoutchouc. Le terme recouvre divers types d'activités primaires et secondaires intervenant après les récoltes, allant de la préparation de base du produit du terroir à la transformation industrielle moderne, et implique divers degrés d'importance en termes d'échelle, de complexité et de travail, de capitaux et de technologie. Dans les pays en voie de développement, y compris ceux d'Afrique, les industries agroalimentaires ont tendance à dominer ce secteur. Rao (2006) regroupe les industries agroalimentaires en 3 catégories: primaire – comprend les processus de traitement basiques du produit naturel tels que le nettoyage, le triage et le décorticage; secondaire – inclut les processus de modification simples ou élémentaires du produit naturel tels que l'hydrogénation des huiles alimentaires; et tertiaire – processus impliquant une modification profonde du produit naturel, comme la transformation des tomates en ketchup ou celle du lait en fromage etc.

Le système agroalimentaire regroupe un ensemble d'activités connexes impliquées dans le processus conduisant "de la semence à l'assiette" et comprenant la production et la distribution des intrants, la production au niveau de l'exploitation agricole; l'assemblage des matières premières, le traitement et la commercialisation. Il regroupe les chaînes de valeur de différents produits agricoles

et alimentaires; celles des intrants; ainsi que les liens entre ces différents produits. Le terme de "système agroalimentaire" constitue un raccourci permettant d'évoquer l'agriculture et les activités agro-industrielles associées. Si la plus grande partie de l'analyse concerne clairement le secteur de cette "agriculture au sens large" qui produit les aliments; beaucoup de conclusions s'appliquent également à ces secteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie qui produisent des produits non-alimentaires tels que les fibres et les biocarburants.

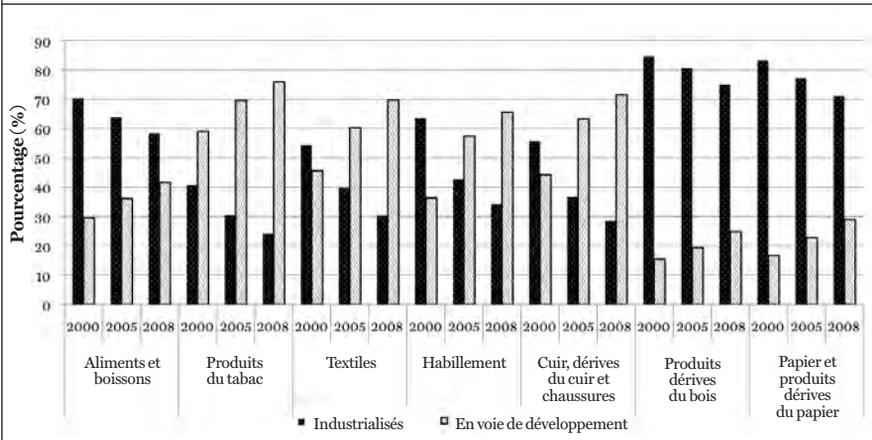
L'agro-transformation désigne le "sous-ensemble des activités manufacturières permettant de traiter les matières premières et les produits intermédiaires dérivés du secteur agricole. Le terme d'industrie de l'agro-transformation désigne donc la transformation des produits issus de l'agriculture, de l'activité forestière et de la pêche". (FAO 1997).

Graphique 1.1: La part de l'agro-industrie dans la VAM, pour la période 2000-2008 (années sélectionnées)

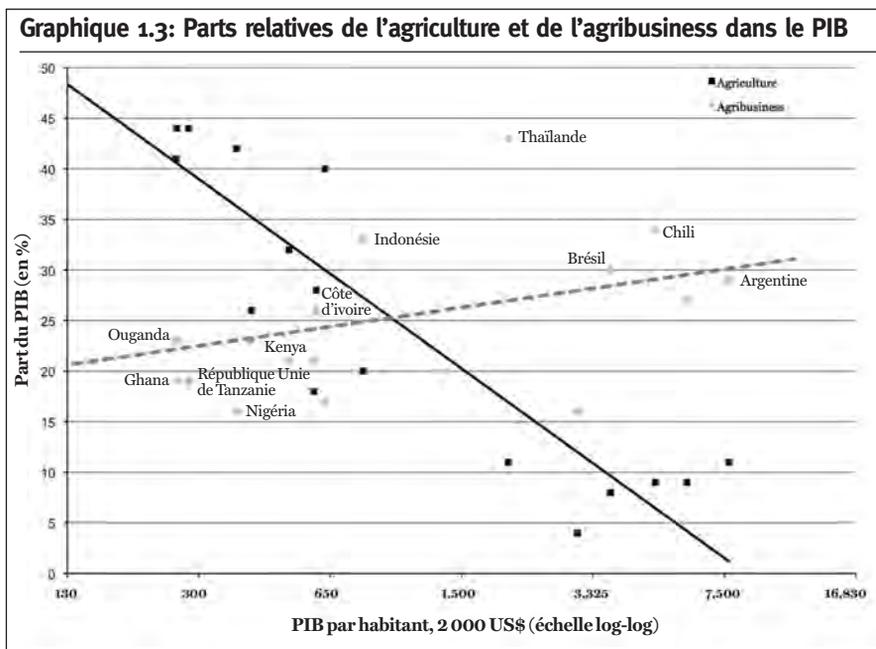


Source: Calculs des auteurs basés sur les chiffres de l'ONUDI (2009a)
 Remarque: PNI = pays nouvellement industrialisés; PMA = pays les moins avancés

Graphique 1.2: Répartition à l'échelle mondiale de la valeur ajoutée au sein de l'agro-transformation, pour la période 2000-2008 (années sélectionnées)



Source: Calculs des auteurs basés sur les chiffres de l'ONUDI (2009a)



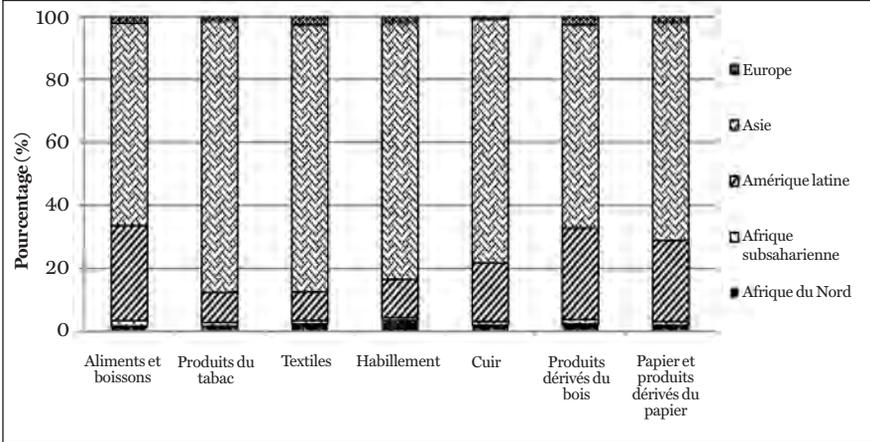
Source: ONUDI, d'après analyse de la Banque mondiale (2003)

Remarque: L'agribusiness comprend la valeur ajoutée des industries liées à l'agriculture et celles du commerce agricole et des services de distribution. Ces données concernent les pays suivants: Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Cameroun, Chili, Côte-d'Ivoire, Corée (république de), Ghana, Inde, Indonésie, Kenya, Malaisie, Mexique, Nigéria, Ouganda, Tanzanie (République unie de), Thaïlande et Zimbabwe.

Le graphique 1.2 montre que les pays en voie de développement dominent désormais les produits issus du tabac, le textile, l'habillement et le cuir, et qu'ils se rapprochent de la parité dans la catégorie la plus importante en termes de valeurs: l'alimentation et les boissons (ONUDI et FAO 2009). En effet, il n'y a que dans la catégorie du papier et produits dérivés du bois que les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont clairement dominants.

Ce glissement reflète aussi bien l'impact général de la croissance rapide de l'activité manufacturière en Asie de l'Est, en Asie du Sud-est et en Océanie que les modifications structurelles dans le cadre de la position relative de l'agro-industrie au sein des économies des zones industrialisées et en voie de développement. L'expérience passée des pays industrialisés laisse à penser que la part de l'agribusiness augmente, passant généralement de moins de 20 % à plus de 30 % du PIB total, puis décline alors que le PIB par habitant augmente. Généralement, au cours de la même période, la part de l'agriculture chute, passant d'environ 40 % du PIB à moins de 10 % (graphique 1.3). De plus, bien que les dépenses par habitant concernant les aliments transformés soient encore relativement faibles dans les pays en voie de développement, avec 143 dollars par habitant dans les pays à revenus intermédiaires / bas et 63 dollars dans les pays à revenus faibles. C'est dans ces pays qu'elles augmentent le plus rapidement – de 28 % par an dans les pays à revenus intermé-

Graphique 1.4: Valeur ajoutée des produits manufacturés des pays en voie de développement, pour la période 2000-2008



Source: Calculs des auteurs basés sur les chiffres de l'ONUDI (2009a)

diaires / bas et de 13 % dans les pays à revenus faibles, pour la période 1996-2002 (Regmi et Gehlar 2005).

Les pays en voie de développement représentent une part majoritaire et croissante de la valeur ajoutée agro-industrielle à l'échelle mondiale, et cette part correspond au développement de l'Asie et de l'Amérique latine, l'Afrique ne représentant qu'une fraction minimale et décroissante de la valeur ajoutée agro-industrielle.

Le graphique 1.4 montre la domination croissante du continent asiatique en matière de valeur ajoutée des pays en voie de développement, toutes catégories de produits agro-industriels confondues. Avec l'Amérique latine, l'Asie représente 90 % de la valeur ajoutée totale des pays en voie de développement.

Schémas du commerce agro-industriel mondial

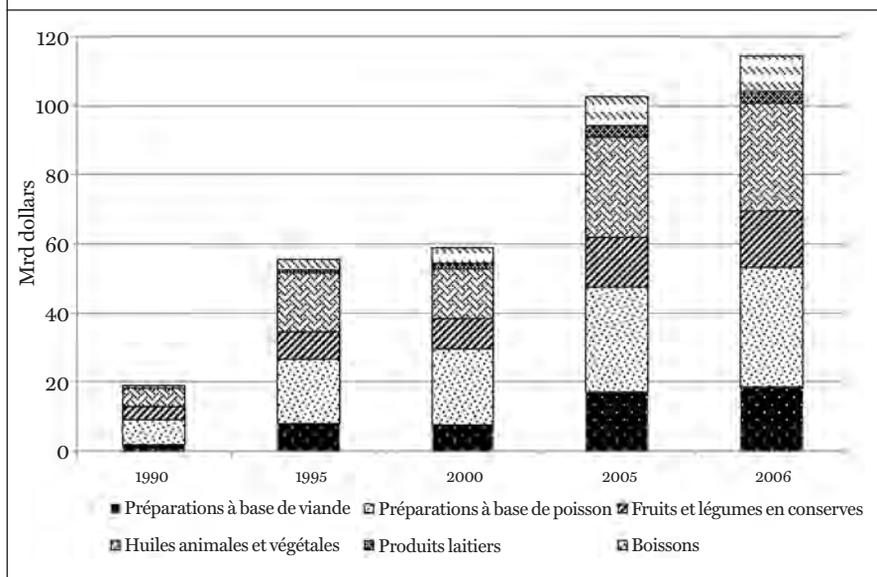
Le passage de la production agro-industrielle des pays industrialisés à ceux en voie de développement, est reflété par les schémas d'exportation des produits agro-industriels, surtout depuis l'Asie et l'Amérique latine. Depuis 1990, les parts de marché de l'Asie – et plus particulièrement de la Chine – se sont considérablement accrues aux dépens des pays de l'OCDE. Au cours de cette période, les marchés émergents ont accru, d'une façon significativement plus rapide que leurs homologues de l'OCDE, leurs exportations de produits alimentaires transformés, plusieurs catégories de produits présentant même des taux de croissance à deux chiffres (tableau 1.2 et graphique 1.5).

Les disparités existant entre l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine en termes de production agro-industrielle, s'étendent même aux performances à l'exportation qui sont dominées de façon écrasante par les pays d'Asie et d'Amérique latine. Le tableau 1.3 dresse la liste des 10 premiers exportateurs de produits alimentaires issus de la transformation entre 1990 et 2006, sachant qu'en 2006 ces 10 pays représentaient 75,9 % des exportations des pays en voie de développement. Voici

Tableau 1.2: Exportations d'aliments issus de la transformation selon des catégories de production sélectionnées, pour la période 1990-2006

(Milliards de dollars)		1990	1995	2000	2005	2006	Taux de croissance (%)
Produits carnés transformés, avec agent de conservation	Pays industrialisés	30,5	45,9	42,5	63,3	67,4	4,58
	Pays en voie de développement	2,0	7,8	7,7	17,2	18,5	13,26
	Monde	32,5	53,78	50,2	80,5	85,9	5,68
Produits de la pêche transformés, avec agents de conservation	Pays industrialisés	14,8	18,9	19,3	27,9	29,6	4,25
	Pays en voie de développement	7,0	18,6	22,1	30,4	34,8	9,29
	Monde	21,8	37,4	41,3	58,4	64,4	6,4
Fruits et légumes transformés, avec agents de conservation	Pays industrialisés	10,4	17,4	16,9	25,9	29,4	5,97
	Pays en voie de développement	3,8	8,0	8,5	14,4	16,3	8,58
	Monde	14,2	25,4	25,4	40,4	45,7	6,8
Graisses et huiles végétales et animales	Pays industrialisés	7,2	13,3	10,9	19,7	20,8	6,46
	Pays en voie de développement	5,4	17,0	14,5	28,9	30,9	10,07
	Monde	12,6	30,4	25,3	48,6	53,7	8,3

Source: Calculs de l'ONUDI basés sur les chiffres de l'ONUDI (2009a)009a)

Graphique 1.5: Exportations par des pays en voie de développement de produits agroalimentaires sélectionnés, pour la période 1990-2006

Source: Calculs de l'ONUDI basés sur les chiffres de l'ONUDI (2009a)

Tableau 1.3: Exportations par les pays en voie de développement d'aliments issus de la transformation, pour la période 1990-2006

	Pays	1990		Pays	2006	
		Part des exportations mondiales d'aliments transformés %	Part des exp. d'alim. transf. des pays en voie de développement %		Part des exportations mondiales d'aliments transformés %	Part des exp. d'alim. transf. des pays en voie de développement %
1	Brésil	3,4	21,7	Brésil	4,5	15,3
2	Thaïlande	3,3	20,8	Chine	4,1	13,7
3	Malaisie	1,7	10,7	Argentine	2,7	9,1
4	Chine (Taiwan)	1,4	9,0	Thaïlande	2,6	8,9
5	Indonésie	0,9	6,0	Malaisie	1,9	6,3
6	Inde	0,9	5,9	Indonésie	1,7	5,9
7	Chili	0,7	4,4	Mexique	1,4	4,7
8	Mexique	0,7	4,2	Inde	1,4	4,7
9	Turquie	0,6	4,2	Chili	1,2	4,0
10	Équateur	0,3	2,1	Viêt-Nam	1,0	3,4
	Total	13,9	88,8		22,5	75,9

Source: Calculs de l'ONUUDI, d'après Memedovic et Shepherd (2008)

les 10 premiers pays de cette liste: Brésil, Chine, Argentine, Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Mexique, Inde, Chili et Viêt-Nam.

L'expérience vécue par certains de ces pays – Brésil, Malaisie, Thaïlande et Chili – est analysée dans les études de cas (paragraphe 1.2). L'un des points communs au succès de ces quatre pays est que le développement de l'agribusiness et de l'agro-industrie est le résultat de politiques et de stratégies gouvernementales délibérées, favorables à une diversification de leurs économies respectives et du développement de secteurs industriels compétitifs. En dehors du fait qu'ils bénéficiaient de ressources agricoles substantielles, ces pays ont mis l'accent sur l'accroissement de la productivité en utilisant la science et la technologie ainsi que le soutien institutionnel au sein d'un environnement où le secteur privé est favorisé. Le fait que l'accent ait été mis sur des marchandises de grande qualité produites selon des normes précises, sous l'égide d'organismes de certification, s'est aussi avéré important. On n'a jamais perdu de vue la nécessité de maintenir des liens étroits entre l'agribusiness et le développement du secteur rural non-agricole, la réduction de la pauvreté et le développement durable.

1.2 Les principaux pays en voie de développement: un exemple à suivre

Suivre l'exemple des autres est une bonne façon de promouvoir le développement de l'industrialisation et de l'agribusiness en Afrique. Plus particulièrement, il s'agit d'avoir une vision nouvelle des enseignements politiques clés que peuvent nous donner les pays en voie de développement, ce qui serait extrêmement utile au développement de l'agribusiness en Afrique. Les cinq plus grands pays émergents

– Chine, Inde, Indonésie, Brésil et Russie – ont enregistré des taux de croissance impressionnants tout en augmentant leurs parts de marché en matière de commerce mondial, de valeur ajoutée à l'exportation et de ratios commerce/PIB. Formant un groupe, ces économies sont devenues des acteurs influents du marché agricole mondial, aussi bien en tant qu'exportateurs qu'importateurs. Dans ces pays, surtout la Chine et l'Inde, les habitants sont très nombreux et l'économie progresse rapidement. Ils ont représenté et représentent toujours de vastes marchés pour les produits alimentaires et autres marchandises issues de l'agro-industrie. Quels enseignements pouvons-nous tirer de la façon dont ces pays ont utilisé le commerce et l'ouverture pour doper la création de croissance et de richesses ? Bien que chaque pays soit différent des autres à cause des particularités de sa situation économique, leurs points communs sont nombreux si l'on considère les politiques appliquées et l'échelonnement des réformes politiques, surtout en ce qui concerne le commerce et la politique extérieure. Les enseignements que les gouvernements africains peuvent en tirer sont les suivants :

Réformes politiques: Ces cinq pays ont ouvert et restructuré leurs économies en suivant des orientations à caractère commerciale et, au cours du processus, ont accentué leurs liens avec les réseaux commerciaux mondiaux (Henneberry 2009; OCDE 2009a). Ils ont mis en place des réductions tarifaires et réduit les barrières commerciales non-tarifaires, en grande partie par le biais d'une libéralisation unilatérale, à différentes périodes, au cours des deux dernières décennies. Les investissements directs étrangers (IDE) ont été libéralisés grâce à une atténuation des entrées, possessions, établissements et opérations au sein de l'économie nationale. La libéralisation du commerce et des IDE a été entreprise dans le cadre de réformes macro- et micro-économiques de grande ampleur à caractère commercial. Cependant, la libéralisation commerciale de l'agriculture est restée en retrait par rapport à celle des services et des produits manufacturés (Sally 2008). C'est pourquoi la croissance des exportations de produits manufacturés et des services est plus élevée que celle de la production et du commerce agricoles, surtout en Chine et en Inde. Les analyses des modèles commerciaux et de la croissance des pays émergents menées par l'OCDE, indiquent que les pays et secteurs qui se sont le plus ouverts ont obtenus la croissance la plus rapide en termes de taux.

Investissement dans la recherche agro-industrielle et services d'extension: La compétitivité croissante qui fait rage au sein du secteur agricole dans les économies émergentes est attribuable, en partie, aux investissements entrepris en matière de recherche et d'extension agricoles. De même, les investissements de la Chine dans la mise au point et l'adoption à grande échelle de variétés de semences ayant fait leurs preuves, la libéralisation du marché des engrais et les réformes des politiques tarifaires. Tout cela a permis de booster la productivité agricole et a servi de tremplin à la croissance du secteur agricole ainsi qu'aux secteurs de la transformation et des services (Ravallion 2009; Fan *et al.*, 2010).

Orientations du marché conformes aux avantages comparatifs: Certaines des économies émergentes ont réussi à se servir de signaux du marché pour exploiter leurs avantages comparatifs propres. La Chine est bien connue pour son approche commerciale de la sélection des entreprises. Cette approche a favorisé l'expansion

de secteurs à fort coefficient de main d'œuvre (manufactures de vêtements, chaussures et produits dérivés de la laine) correspondant à ses dotations relatives en facteurs. Ce faisant, la Chine a évité les erreurs commises ces dernières décennies par le Brésil, l'Inde et l'Indonésie (et par beaucoup de pays africains) qui ont favorisé des entreprises gourmandes en capitaux au sein d'économies à fort coefficient de main d'œuvre (Sally 2008). Cependant, les salaires restent bas en Chine, les inégalités persistent et des troubles sociaux apparaissent dans certaines industries, la pollution environnementale a également fait son apparition à cause des usines et de la production d'énergie.

Intégration sociale et développement durable: Avec la libéralisation croissante des IDE, les problèmes d'intégration sociale et de développement durable passent au premier plan. Mais ces problèmes sont surmontés de bien des façons afin de garantir la stabilité à la fois sociale, politique et environnementale nécessaire à une croissance durable. Au Brésil, l'accroissement des IDE issus de grands agribusiness privés a obligé certains concurrents nationaux à se déplacer, accentué la concentration du tissu industriel et entraîné la disparition d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises (PME). Au final, la part des entreprises transnationales (ETN) au sein du marché alimentaire national s'est accrue, atteignant 30 % en 2000 (Chaddad et Jank 2006). De nombreux petits exploitants agricoles ont également été exclus. Pour redresser cette situation, le gouvernement brésilien a initié des programmes d'intégration sociale et de développement durable. On en trouve des exemples dans les programmes permettant l'exploitation agricole à l'échelle familiale, incluant des facilités de crédit pour les faibles revenus et les petits exploitants agricoles, ainsi que dans des programmes d'assistance alimentaire connus sous le nom de "Projet faim zéro".

Négociations et accords commerciaux: En verrouillant le système commercial multilatéral, certains pays émergents (Brésil, Inde et Chine) utilisent de plus en plus les négociations et accords commerciaux pour favoriser la croissance. Ces négociations et accords sont utiles car ils sont réciproques, de grande envergure et fournissent un cadre aux règles du commerce multilatéral pour des réformes unilatérales (OCDE 2009a). Ces enseignements ont des répercussions importantes pour l'élaboration de politiques, stratégies et mécanismes institutionnels destinés aux sept piliers du développement de l'agribusiness.

1.3 Conclusions

L'environnement mondial actuel offre la possibilité aux pays africains de diversifier leurs économies. Dans ce contexte, le développement de l'agribusiness représente un vecteur important de développement économique durable. Les expériences du Brésil, de la Malaisie et de la Thaïlande, décrites ci-dessus, illustrent combien les choix politiques sont essentiels pour renforcer la prospérité économique à travers le développement de l'agribusiness et de l'agro-industrie. Les pays africains sont bien positionnés pour tirer profit de ces enseignements.

Encadré 1.2: Brésil: Utilisation de la science et de la technologie en tant que sources dynamiques de compétitivité

L'industrie agroalimentaire brésilienne est devenue un secteur hautement compétitif sur le plan international et constitue le principal moteur de l'économie nationale, représentant près d'un tiers du PIB du pays, 38 % de la population active et 42 % des exportations. Le pays est doté d'une puissante base de ressources naturelles, composée de vastes zones de terre fertile, dont 47 millions d'hectares sont utilisés à des fins agricoles. Par ailleurs, les estimations indiquent que 100 millions d'hectares supplémentaires pourraient être exploités sans endommager la forêt tropicale amazonienne ou sans nuire à l'écosystème. À l'échelle mondiale, le pays dispose des forêts tropicales humides les plus grandes et les plus riches du point de vue de la biodiversité. Il détient également l'une des plus importantes réserves renouvelables d'eau douce. Il bénéficie d'un climat varié qui facilite l'agriculture commerciale, notamment l'élevage. Les investissements qui ont été faits dans la recherche ont joué un rôle crucial dans la transformation du Cerrado, région formée de vastes plaines tropicales s'étendant à travers le Brésil. Autrefois stérile, elle est devenue une terre cultivable très productive, libérant ainsi l'énorme potentiel de production alimentaire du Brésil. Les progrès réalisés dans la science du sol et l'engagement politique dans ce domaine ont ainsi permis de développer l'agriculture et ont entraîné, grâce à cette transformation, une amélioration des conditions économiques et sociales. L'institut national de recherche agricole (EMBRAPA) a joué un rôle prépondérant dans cette évolution et est devenu l'un des acteurs majeurs de la recherche agricole. Le gouvernement et le secteur privé ont également établi un vaste réseau de laboratoires et d'instituts de recherche et de développement, qui ont contribué à l'amélioration des rendements et de la productivité, en mettant au point de nouvelles procédures et espèces de semences. Le taux de croissance annuelle moyen de la productivité totale des facteurs au sein de l'agriculture brésilienne était estimé à 3,3 % pour la période 1975-2002 et à 5,7 % entre 1988 et 2002. Ces taux sont supérieurs à la croissance annuelle de 1,8 % atteinte par l'agriculture des États-Unis entre 1948 et 2002 (Gasques et al., 2004). Cette progression a ainsi permis au Brésil de satisfaire la demande nationale tout en augmentant et en diversifiant ses exportations.

Le Brésil s'est depuis hissé à la tête des exportateurs mondiaux d'éthanol, de sucre, de viande, de bovins de boucherie, de café, de jus d'orange et de complexe de soja (dont les balles, les graines et l'huile). Le pays est également le second exportateur mondial de graines de soja et de poulets et le quatrième plus grand exportateur de porc. Au cours des 30 dernières années, il est passé du stade d'importateur net de coton à celui de cinquième exportateur mondial. Le Brésil est, en outre, le cinquième plus gros exportateur de maïs du monde et figure parmi les 20 plus importants exportateurs de riz. Il se distingue également par ses exportations de tabac et de fruits.

Le secteur agroalimentaire brésilien a développé sa compétitivité sur les marchés internationaux en améliorant sa productivité par le biais d'investissements réalisés en premier lieu dans les domaines de la technologie et de l'innovation et grâce à une utilisation accrue d'engrais, l'introduction de nouvelles variétés de plantes et l'acquisition d'équipement agricole haut de gamme. Le secteur privé a été le fer de lance de cette initiative, qui a également bénéficié de l'engagement de ressources publiques, telles que le crédit rural et l'investissement public dans la recherche agricole.

Encadré 1.3: Malaisie: Une diversification continue vers de nouvelles activités agroalimentaires⁸

Le facteur essentiel du développement du secteur agroalimentaire malaysien s'est révélé être le réinvestissement productif des ressources initialement tirées de cette stratégie d'extensification de l'agriculture, qui a mené à la mise en place de systèmes d'intensification de l'agriculture. En vue de réduire sa dépendance aux exportations d'étain et de caoutchouc, le gouvernement a en effet lancé, dans les années 1960, une stratégie de diversification consistant, entre autres, à développer le secteur des produits manufacturés non basé sur les ressources. Des zones franches d'exportations (ZFE) ont été créées et des incitations fiscales ont été mises en place pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) et promouvoir la diversification agricole en encourageant l'industrie de l'huile de palme. La production et la modernisation ont été encouragées par des agences publiques spécialisées. Par ailleurs, les revenus fiscaux, issus des taxes prélevées sur le secteur des exportations, en pleine expansion, ont été réinvestis dans certains secteurs ciblés de la recherche et du développement. D'après les données les plus récentes, la Malaisie représente 4 % de la production mondiale (FAO 2010a) et 46 % des exportations mondiales en 2008 (MPOB 2008).

Outre le rôle joué par la conversion des terres, l'intervention de l'État s'est révélée essentielle pour soutenir l'essor du marché, la recherche et le développement, et la mise en place d'un cadre réglementaire propice. L'Autorité d'enregistrement de l'huile de palme et de délivrance des licences (PORLA) a ainsi entrepris l'octroi de licences et la mise en place d'autres activités de réglementation afin de veiller à ce que les standards de qualité désirés soient respectés. L'Institut de recherche sur l'huile de palme de Malaisie (PORIM) a mené des études visant à améliorer la productivité, la valeur ajoutée et la qualité de ce produit. Ces deux organismes ont depuis fusionné pour former le Conseil malaisien de l'huile de palme (MPOB). Depuis 1990, le Conseil malaisien de promotion de l'huile de palme (MPOPC) promeut ce produit dans le monde entier à travers différentes activités marketing, en ayant recours à des groupements d'entreprises et en fournissant un soutien et des renseignements techniques dans le but de sensibiliser les consommateurs à l'huile de palme. Cette industrie a cependant rencontré un tel succès que le secteur agricole est à présent considéré comme étant trop dépendant de ce produit. Le Gouvernement malaisien cherche donc à davantage diversifier l'agriculture et à réduire sa dépendance à l'huile de palme (Troisième politique agricole nationale, 1998-2010).

Conformément à la recommandation de Rodrik (2004a) qui, pour diminuer le risque d'erreurs réglementaires et bénéficier de retombées et d'effets de démonstration, préconise de soutenir uniquement les "nouvelles" activités ou les produits qui n'étaient jusqu'alors pas fabriqués localement, les mesures d'incitation sont limitées dans le temps et ciblent les investissements réalisés dans les "nouvelles" activités. Cette recommandation conseille également de soutenir la création de nouvelles technologies dont l'application viserait les "anciens" produits. Dans le but de faire de la Malaisie un "producteur mondial compétitif de produits agricoles sains et de grande qualité, remplissant les normes internationales", le gouvernement met l'accent sur deux grands objectifs politiques: a) le développement de la Malaisie en tant que carrefour de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation de produits agricoles, et b) le développement de l'aquaculture, de la pêche en eau profonde, de l'élevage de poissons d'ornement et de sous-secteurs de produits halal (Ramasamy 2007).

8. Adapté de Kjällerström (2007).

Encadré 1.4: Thaïlande: Développer l'agro-industrie pour favoriser l'insertion sociale

Depuis les années 1960, la Thaïlande, pays à revenu intermédiaire, a réussi à transformer son économie en la faisant évoluer d'un statut largement rural et agraire à une économie fondée sur l'industrialisation des villes. Cette évolution a été facilitée par le rôle croissant de l'industrie manufacturière, dont la production est passée de 23 % en 1980 à 35 % en 2006. Le pays a cependant réussi à accroître sa production agricole, lui permettant de nourrir une population en rapide expansion tout en exportant du riz, du manioc et quelques produits tropicaux de plus grande valeur tels que les ananas, le caoutchouc ou les crevettes. Certaines des exportations agricoles thaïlandaises sont en effet si compétitives qu'elles correspondent aux coûts de production les plus bas du monde.

L'agriculture thaïlandaise a progressé à un taux annuel moyen légèrement supérieur à 3 % depuis le début des années 1960. Si l'agriculture emploie une part disproportionnée de la main d'œuvre (presque 40 % en 2006) elle ne génère que 11 % du PIB, ce qui constitue une part relativement faible. La pauvreté est donc un phénomène largement rural en Thaïlande et plus de 90 % de la population pauvre habitait à la campagne au milieu des années 1990. Cette concentration de la pauvreté dans les zones rurales est due à la prédominance, dans l'agriculture, d'une vaste main d'œuvre peu qualifiée, et tend à s'accroître dans les zones les plus isolées du pays, en particulier au nord-est.

La pauvreté semble avoir été atténuée, dans une certaine mesure, par l'essor de l'activité manufacturière urbaine et la migration vers les villes. Cependant, certaines branches de l'activité manufacturière n'ont pas eu à recourir à une main d'œuvre importante et les migrants n'ont pas tous trouvé d'emploi. Des progrès ont toutefois été réalisés dans le développement de l'économie rurale non agricole en vue de fournir des moyens de subsistances supplémentaires aux zones rurales. L'économie rurale non agricole s'est développée à un point tel qu'elle fournit à présent près de la moitié des emplois ruraux, dont un grand nombre sont liés à de prospères exploitations agricoles. Ainsi, Poapongsakorn, au centre de la Thaïlande, abrite un secteur agro-industriel dynamique opérant aussi bien en amont qu'en aval de ces fermes : l'accroissement du surplus de riz, de sucre et de manioc a provoqué l'émergence de milliers de rizeries et de sucreries, de courtiers de manioc, de producteurs de granules de manioc, d'activités de construction, d'ateliers métallurgiques et de fabricants d'équipement agricole, ainsi que de l'apparition de commerces liés à l'alimentation du bétail et de magasins de vente au détail dans les villages (Haggblade *et al.*, 2007). Dans les régions du Nord-Est, qui n'ont pas bénéficié d'un développement de l'agriculture, différents schémas se sont mis en place. Les ménages ont également diversifié leurs activités. Cependant, cette évolution n'est pas due à une multiplication des possibilités mais plutôt à l'incapacité de l'agriculture à progresser au même rythme que l'augmentation de la population. Dans cette région pauvre en ressources, la diversification des activités rurales non agricoles s'est concentrée sur des activités d'exportation requérant une forte main d'œuvre, telles que la taille de pierres précieuses, le tissage de la soie et la production de fleurs artificielles.

La Thaïlande a encouragé le secteur rural non agricole depuis le début des années 1970, à travers la mise en place de tout un éventail de mesures. Ces dernières s'attachent donc à promouvoir les entreprises rurales non agricoles et comprennent l'établissement d'un guichet unique de services; la création d'un réseau de PME afin d'augmenter la capacité de négociation de ces dernières; les